

Pourquoi Jemil El Mansour est revenu...?

L'aéroport de Nouakchott connaît ce jeudi 9 janvier 2004 une effervescence inhabituelle. Quelques journalistes rodent, le regard rivé vers le ciel, des avocats et militants des droits de l'homme dévissent en attendant l'arrivée du vol en provenance de Bruxelles via Paris. Jemil Mansour, l'opposant mauritanien qui s'était évadé de prison à la faveur du putsch manqué du 8 juin avait ameuté tout le monde pour assister au spectacle en direct de son arrestation. Finalement, journalistes et défenseurs des droits de l'homme, bloqués dans le hall de l'aéroport international de Nouakchott, ont raté le show. Les agents de la police d'État, présents depuis l'annonce de cette arrivée, avaient discrètement embarqué leur prisonnier sur la piste d'atterrissage, à l'insu de tous. Mais pourquoi celui-ci est-il revenu ? Pourquoi maintenant ?

L'exil

A lors qu'il était détenu à la prison de Baïla, au même titre que les autres islamistes victimes d'une campagne menée par le pouvoir contre leur tendance, Jemil Mansour et les autres prisonniers furent libérés à la faveur de la campagne électorale de novembre 2003. Auparavant, pendant que ses camarades regagnaient leurs cellules spontanément dès la normalisation de la situation consécutive au 8 juin, Jemil lui, avait déjà quitté le territoire national, en compagnie de deux journalistes du journal "Erraya". Direction le Sénégal !

Sentant le territoire sénégalais où ils s'étaient réfugiés peu sûr, après l'extradition du putschiste Didi Ould M'Hamed. Jemil et ses compagnons se rendent en Guinée avant de s'envoler vers Bruxelles grâce à une invitation qui leur avait été faite par la représentation du Front Populaire en Belgique. Dans la capitale belge, l'opposant mauritanien, membre du bureau Exécutif du RFD, ancien maire de la commune d'Arafat et leader de la mouvance modérée de l'islamisme mauritanien, fut entouré de tous les égards. Il devient vite le pôle d'attraction de l'opposition en exil et obtint rapidement le statut de réfugié politique et les avantages y afférents.

Rien ne prédisposait cependant l'opposant à un retour précipité au pays, d'autant plus qu'il avait fait de Bruxelles, la rampe de lancement d'une action médiatique d'envergure contre le pouvoir de Ould Taya. Ses sorties intempestives sur les principales chaînes de télévision arabes, surtout durant la campagne présidentielle de novembre 2003, en faisaient dès lors le principal adversaire en exil du pouvoir de Nouakchott. Utilisant à souhait les possibilités qu'offrent les Nouvelles technologies de l'information et de la communication, il avait créé un site, "El Islah", devenu rapidement la source la plus consultée par la jeunesse nationale et même par des non natio-



naux. Il mit parallèlement en branle un Forum politique qui commençait à canaliser les mécontents. Il faut rappeler que Jemil Mansour, fidèle lieutenant de Ould Daddah et membre du Bureau Exécutif de l'UFD/E.N puis du RFD, avait vivement critiqué ses anciens camarades politiques qu'il accusa d'inaction durant sa courte captivité. Il avait signifié ainsi son ralliement au camp de Ould Haidalla à partir de sa retraite belge. Tout cela concourt à faire du retour inattendu du tribun Jemil Mansour, une véritable énigme. "Pour quoi est-il revenu ?" Telle est la question que tout le monde se pose.

Le retour

Jemil Mansour est revenu après le procès des islamistes et leur libération conditionnelle, après les élections présidentielles, après l'arrestation et le procès de Haidalla et de son équipe. Il est revenu alors que le climat politique vient juste d'être apaisé, que la tension s'est tassée. Il est revenu de son propre gré, non sans avoir averti toute la presse et toutes les organisations de défense des droits de l'Homme. Il a été cueilli alors que l'avion était encore sur le tarmac chaud, loin des regards et des caméras indiscrets puis conduit à

Baïla. Les observateurs n'ont rien vu et les journalistes ont raté le scoop tant attendu.

Pourquoi est-il revenu ?

Cette interrogation revient comme un leitmotiv. Pour les partisans du leader islamiste, leur héros a fait preuve d'un courage certain, en bravant les autorités et en s'offrant en martyr de la bonne cause. Pour eux, rien ne le retenait à Bruxelles dès lors qu'il s'était acquitté avec brio de sa mission Outre-mer, celle qui consistait à faire entendre la voix de l'opposition à l'extérieur durant la campagne présidentielle et l'élection du 7 novembre 2003. Son exil a permis aux forces hostiles au pouvoir de Ould Taya d'occuper l'espace médiatique international, obligeant le pouvoir à répliquer sur place par le biais de quelques ambassadeurs expédiés sur place à Bruxelles, tel Bâ Bocar Soulé et l'ancien opposant Diop Amadou Mamadou. Non seulement, Jemil Mansour a donné du tonus à une opposition en exil en perte de vitesse mais il laisse derrière lui un dispositif corrosif pour le pouvoir afin de continuer le combat, selon ses amis. Jemil Mansour serait revenu surtout pour remplir la place vacante de leader, après l'essoufflement de

l'opposition traditionnelle et de ses témoins. Son incarcération attendue, le fait apparaître d'ailleurs aux yeux de ses partisans, comme un second Mandela. Cette théorie est bâtie autour de l'idée, selon laquelle Jemil Mansour est actuellement l'unique prisonnier d'opinion en Mauritanie. Il est clair que le retour programmé de l'opposant en exil répond à des desseins plus sournois. Il s'agit d'acculer le pouvoir sur le terrain des droits de l'homme. Après l'affaire des Baathistes et des islamistes, l'incarcération et le procès de Haidalla et de ses amis, il faut créer une "affaire Jemil Mansour", pour relancer les débats et remettre la dualité Justice-Pouvoir - opposition encore une fois sur la sellette de l'actualité. Pour d'autres, plus casaniers, l'ancien bedouin n'a pu s'acclimater en Europe, ni rester longtemps éloigné de l'odeur sauvage des dunes de sables et des mille et un bruits familiers de la "Bady'a". Quelques sentimentalistes y vont même d'une goutte de larme, évoquant avec compassion l'amour paternel qui aurait poussé l'ancien exilé de Bruxelles à revoir ses enfants en bas âge et sa vieille famille notamment sa mère assez âgée.

Loin de Nouakchott, Jemil savait qu'il ne pouvait pas toujours être au courant de ce qui se passe au pays. Et, s'il était souvent consulté par les chaînes de télévision arabes, c'est qu'il se trouvait dans les frontières mauritaniennes, donc au chevet de l'information... Jemil savait aussi que plus son exil durait, moins il serait sollicité.

Nonobstant ces considérations, cer-

tains observateurs pensent que l'évasion du leader islamiste le 9 juin 2003 et son exil en Belgique n'ont servi à rien ! Il aurait beau crier, multiplié les interventions télévisées et les attaques contre le pouvoir de Ould Taya, celui-ci est resté serein et solide sur son piédestal. En s'enfuyant à la faveur du putsch manqué du 8 juin et en quittant le pays, Jemil Mansour, qui aurait fait preuve de beaucoup d'irresponsabilité selon ses détracteurs, se serait doublement désolidarisé : avec ses compagnons d'infortune de la prison de Baïla qu'il aurait lâchement abandonné d'une part, et avec les journalistes de "Arraya" qu'il largue en exil, d'autre part. Poussant le bouchon plus loin, les anti-Jemil Mansour avancent même que si ce dernier s'était enfui, c'est qu'il avait forcément quelque chose de grave à se reprocher.

Pour tous ceux qui continuent enfin de se demander, lancinants, sans trouver une réponse convaincante, "mais enfin pourquoi est-il revenu ?", le dépit les pousse à marmonner sans conviction "Il aurait dû débarquer en plein procès Haidalla... Ah, quel embarras aurait-il créé pour le pouvoir !" Pour d'autres plus pragmatiques, l'heure ne se prête plus à une telle cogitation. "Jemil doit être immédiatement libéré, parce que son nom se trouve bel et bien dans la liste des prévenus islamistes qui ont bénéficié de la liberté provisoire... Dès lors, soutiennent-ils, l'unique délit dont il pourrait être incriminé, celui d'évasion, ne compte plus..."

Cheikh Aidara

Le Forum soutient Jemil El Mansour

Dimanche 11 janvier, 8 partis d'opposition et des organisations des droits de l'homme se sont réunis pour annoncer leur soutien à Jemil El Mansour. Outre la présence d'Ismael Ould Amar venu au nom du groupe de Ould Haidalla, un parterre de représentants de la société civile a assisté à la séance. Après avoir évoqué les conditions d'arrestation de ce leader politique, les parties prenantes ont demandé sa libération immédiate, relevant au passage les restrictions de la liberté opérées par le pouvoir. Tous ceux qui prendront la parole, relèveront les abus commis sur la personne de Jemil El Mansour, qui aurait commis pour seule faute, d'avoir critiqué le pouvoir et défendu l'opposition pendant son exil; surtout que, soutiendront-ils en substance, l'élargissement des islamistes décidé par le Tribunal doit profiter à Jemil.